

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-102-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-102

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROGRAMME ACTION COEUR DE VILLE - APPROBATION DE LA CONVENTION-
CADRE PLURIANNUELLE ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Lors de la 2^{ème} conférence nationale des territoires en date du 14 décembre 2017, le Premier Ministre a confirmé le lancement du programme national « Action Cœur de Ville ».

Ce programme vise à conforter la fonction indispensable des villes moyennes au sein de l'armature territoriale régionale en renforçant leurs centralités, rayonnements et attractivités.

Avec « Action Cœur de Ville », le gouvernement mobilise plus de 5 milliards d'euros sur cinq ans dont 1 milliard de la Caisse des Dépôts en fonds propres, 700 millions en prêts, 1,5 milliard d'Action Logement et 1 milliard de l'ANAH.

Engagée depuis de nombreuses années en faveur de la dynamisation de son centre-ville, la labellisation de Sète et de son EPCI est une marque de reconnaissance des investissements

conséquents mobilisés depuis deux décennies. Depuis 2005, l'agglomération et la ville de Sète portent conjointement des actions destinées à la rénovation et à la dynamisation du centre ville de Sète.

L'ensemble de ces actions est depuis une date plus récente conduit dans le cadre d'un projet territorial validé : le SCOT et ses déclinaisons (Document d'aménagement commercial, Programme Local de l'Habitat, Plan de Déplacements Urbains), qui intègrent tous les enjeux de consolidation des fonctions de la ville-centre de l'agglomération.

En partenariat avec les acteurs signataires de la présente convention-cadre, l'Agglomération et la ville de Sète ont conduit de manière concertée les actions suivantes :

- Le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce), piloté par l'agglomération, qui agissait sur le commerce et la requalification des espaces publics en centre ville.
- L'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat), également piloté par l'agglomération, permettant la rénovation des logements des particuliers en centre ancien.
- Le PRQAD (Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés), porté par la ville, qui permet des opérations de requalifications lourdes d'immeubles en centre ancien.

Ces dispositifs ont permis la rénovation des halles, la réhabilitation de nombreux immeubles dans l'île Sud en particulier ainsi que la rénovation et l'ouverture de commerces. La consolidation de cette attractivité va demander de s'attaquer à d'autres chantiers :

- ➔ L'Amélioration des conditions de mobilité ;
- ➔ L'amélioration de l'espace public et des aménités ;
- ➔ L'organisation des conditions de stationnement automobile ;
- ➔ La recherche d'une meilleure synergie commerce-tourisme-patrimoine.

La Ville et Sète Agglopôle Méditerranée ont pu mettre en avant la maturité de leur projet et l'ont traduit dans un programme d'actions.

Fortes de ce travail préalable, les collectivités souhaitent s'engager dès 2018 dans cette démarche par la signature d'une convention-cadre et bénéficier ainsi des premiers investissements et appuis techniques des partenaires : Etat, ANRU, ANAH, la Région Occitanie Pyrénées – Méditerranée, EPF Occitanie, Action Logement, Caisse des Dépôts, Sète Thau Habitat, SA ELIT – SPLBT, Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Cette convention-cadre a pour objet de décrire les modalités de mise en œuvre du programme dans la commune et expose l'intention des parties de s'inscrire dans la démarche en précisant leurs engagements réciproques autour de 5 axes structurants :

1. De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
2. Favoriser un développement économique et commercial équilibré
3. Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
4. Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
5. Fournir l'accès aux équipements et services publics,

ainsi que les axes transversaux d'innovation, de recours au numérique et d'animation du centre-ville.

Le programme « Action Cœur de Ville » est une démarche pluriannuelle à engager sur la période 2018 – 2022. La convention est modulaire, elle sera complétée à l'issue de la phase d'initialisation par la description du projet (stratégie globale, plan d'actions, calendrier et budget) par un avenant signé au plus tard le 31 mars 2020. Elle sera complétée par les fiches actions au fur et à mesure de

leur formalisation signées par les partenaires impliqués. Ces différents compléments feront l'objet d'un ou plusieurs avenants à la convention-cadre permettant de démarrer la phase de déploiement d'actions qui sera mise en œuvre jusqu'au 31 décembre 2022.

VU l'instruction NOR : TERR 1800859 C du gouvernement aux Préfets de région et de département relative au lancement du programme « Action Cœur de Ville », en date du 10 janvier 2018,

VU la sélection nationale opérée par le Ministère de la Cohésion des territoires portant sur 222 villes dont Sète.

CONSIDERANT la nécessité impérieuse pour Sète de favoriser la redynamisation de son centre-ville, dans un objectif d'attractivité résidentielle, économique et touristique au profit de ses habitants, du bassin de vie et des touristes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention-cadre du « Programme Action Cœur de Ville », jointes aux présentes

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les demandes de subventions auprès de l'Etat et des partenaires signataires

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention-cadre ainsi tout document et toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-103

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : CHARTE ECO-QUARTIERS DE L'ILE DE THAU - ADHESION

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Était absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain d'Ile de THAU pour lequel la rédaction de la Convention avec l'ANRU est en cours de finalisation, la Ville de SETE, souhaite s'inscrire dans la démarche EcoQuartier.

Le processus de labellisation « EcoQuartier » se déroule selon quatre phases distinctes, précisées ci-dessous

Étape n°1 : l'EcoQuartier en projet

La première phase consiste à adhérer à la charte des EcoQuartiers, annexée à la présente délibération qui comprend vingt engagements regroupés en quatre thèmes :

- démarche et processus : Faire du projet autrement ;
- cadre de vie et usages : Améliorer le quotidien ;
- développement territorial Dynamiser le territoire ;
- environnement et Climat : Répondre à l'urgence climatique et environnementale.

Ces 20 engagements concernent des enjeux très divers dont la mixité sociale et fonctionnelle, la mobilité durable, l'accessibilité, l'emploi, la biodiversité, la performance énergétique, les commerces et services de proximité, la gestion des déchets et de l'eau, la sûreté et la sécurité urbaines, l'insertion paysagère.

Par cette adhésion, la Commune souhaite s'inscrire dans une démarche généralisée de promotion d'un urbanisme durable et d'une qualité de vie favorable à l'épanouissement et au bien être de sa population.

Étape n°2 : L'Ecoquartier en chantier

À ce stade, le projet d'opération urbaine est défini, et les travaux ont démarré. Le dossier de candidature à la démarche nationale décline les vingt engagements de la Charte en vingt critères d'évaluation et vingt indicateurs chiffrés. Le Label est délivré par la commission nationale EcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts.

Étape n°3 : L'EcoQuartier livré

La collectivité entre dans le processus de suivi annuel qui se concrétise par une rencontre annuelle avec le référent local. L'EcoQuartier dont l'opération est livrée ou dont une partie reconnue comme suffisamment cohérente est livrée, et qui bénéficie d'un avis positif de la part des auditeurs ou du référent local peut postuler au label EcoQuartier Etape 3.

Celui-ci est délivré selon le même processus que l'étape 2 mais sur la base des résultats atteints et non plus les objectifs de délivrance du label par la commission nationale EcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts.

Etape 4 : l'EcoQuartier confirmé

Ce label est délivré par la commission nationale 3 ans après l'obtention du label EcoQuartier-étape 3, à partir d'un dossier de candidature présentant les résultats d'une démarche d'auto-évaluation associant les habitants et usagers et tournée vers l'amélioration continue du projet et au-delà et mesurant la tenue des 20 engagements dans le temps.

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, VU le code de l'environnement, et notamment son article L.110-1,

VU le code de l'urbanisme, et notamment son article L.101-2,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


ADHERE aux principes du processus de labellisation des Eco Quartiers

APPROUVE les termes de la charte des EcoQuartiers annexée à la présente

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer la charte et tous documents afférents à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-104-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de sete 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-104

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES AUX PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES POUR LE RAVALEMENT DES FACADES

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibérations des 29 janvier 2013, 23 septembre 2014, 2 mars 2015, 26 septembre 2016 et 12 février 2018, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution d'aides directes pour le ravalement des façades aux propriétaires de certains immeubles sis Grand rue Mario Roustan, rue Honoré Euzet, îlots Saint-Louis et Jean Jaurès, rue Jean Jaurès, rue Paul Valéry, rue Gaston Escarguel, rue Pierre Brossolette, rue Louis Blanc, rue des 3 journées, rue Pascal, rue Garenne, rue Caraussane, rue Gambetta, rue Frédéric Mistral, rue de Strasbourg, rue des Halles et rue de Metz, quais Louis Pasteur et Rhin et Danube.

Par ailleurs, par délibération du 12 février 2018 le Conseil Municipal a approuvé un nouveau règlement d'attribution de ces aides financières.

Plusieurs demandes d'aides remplissent les conditions fixées par ledit règlement :

Adresse des travaux	Demandeur	Type de travaux	Montant de l'aide
75 BIS GRAND RUE MARIO ROUSTAN	AGENCE HEPTA SDC 75 BIS GRAND RUE MARIO ROUSTAN	Façades	10 507.20 €
2 QUAI DE LA RESISTANCE	AGENCE LAURITO SYNDIC COPRO. 2 QUAI DE LA RESISTANCE	Façades	4 422.00 €
10 RUE GAMBETTA	SARL RODIER COPRO. DU 10 RUE GAMBETTA	Façades	4 889.60 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'attribution des aides financières figurant dans le tableau ci-dessus.

AUTORISE

le paiement des aides prélevées sur la ligne budgétaire :

Nature : 20422 - Fonction : 70 - Opération 16006 - Chapitre 204 Service :
URBANISME


AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures
nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-105**

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADES
CENTRE VILLE - PRÊT PROJET URBAIN - GARANTIE DE LA VILLE A 80% -
AVENANT**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2013 (D-20132-276), reçue le 20 décembre 2013 en Préfecture de l'Hérault, la Ville de SETE a accordé sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 % soit 1 200 000 € concernant le remboursement de l'emprunt de 1500000€ souscrit par SA ELIT auprès de Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'opération « PNRQAD centre-ville » selon les conditions ci-dessous :

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Montant :	1 500 000 €
Durée de la période d'amortissement :	4 ans
Durée de différé d'amortissement :	2 ans

Echéance : annuelle
Index : livret A.
Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + 60 pdb (points de base)
Profil d'amortissement : Amortissement déduit de l'échéance Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances : De 0 à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)

Révisabilité des taux d'intérêts et de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ce prêt a fait l'objet d'un premier remboursement en capital en date du 01/06/2017 pour un montant de 744 971.44 portant le capital restant dû à 755 028.56 €.

En date du 9 octobre 2017, l'opération « PNRQAD », a été prorogée jusqu'en 2020 par l'avenant 2 à la concession.

Pour financer cette opération, un réaménagement du prêt ci-dessus a été négocié. Ce réaménagement a pour but de mettre en adéquation les financements existants avec cette nouvelle durée d'opération par le biais d'un avenant au contrat de prêt.

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 13% des recettes réelles de la section de fonctionnement.

Considérant que cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1^{er} : La Ville de Sète réitère sa garantie à hauteur de 80 % soit 604 022.85 € concernant le remboursement de l'emprunt de 755 028.56 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. contrat de prêt PRU (Prêt rénovation urbain) AM (aménagement) PPU (prêt projet urbain est destiné à financer l'opération d'aménagement « PNRQAD du centre-ville ».

Article 2 : offre d'aménagement de prêt se compose de la façon suivante :

Capital restant dû : 755 028.56 €
Durée d'allongement : 2 ans
Différé d'amortissement : 2 ans
Date de la prochaine échéance : 01/06/2018
Condition de remboursement anticipé : indemnités actuarielles

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- Pour la durée totale du prêt PRU AM/PPU soit une période d'amortissement de 2 ans avec un différé d'amortissement de 2 ans

Et porte sur 80 % de l'ensemble de la somme contractuellement due au titre de ce prêt par la SA ELIT, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à la SAELIT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt garanti, à libérer, les ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce Prêt.

Article 5 : Le Conseil autorise le Maire à intervenir à l'avenant au contrat de Prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et la SAELIT

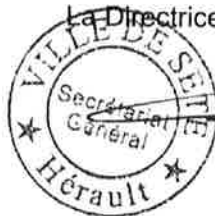
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACCORDE à la SA ELIT la réitération de garantie pour le remboursement de l'emprunt souscrit par la SAELIT pour financer l'opération « PNRQAD centre-ville »

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer cet avenant au contrat de prêt et tous les documents se rapportant à cette opération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-106-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-106

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES
DU CENTRE ANCIEN DE SETE - AVENANT DE CLOTURE**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a été retenue parmi les 25 premières collectivités sélectionnées dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD), pour son projet de requalification des quartiers Ile Sud, Révolution et Haut de la ville.

Sur la base des règlements généraux de l'ANRU et de l'ANAH et selon le montant de l'enveloppe maximale de 6 millions d'euros de subventions ANRU arrêté par le premier comité d'engagement PNRQAD du 16 juillet 2010, la convention pluriannuelle de la ville de Sète a pu être signée le 21 septembre 2011.

Aujourd'hui, le PRQAD de Sète affiche un très bon état d'avancement opérationnel avec un taux d'engagement des crédits de 99 % et un taux de paiement qui approche les 50 %. Cette situation est notamment due à la très bonne synergie qui s'est développée entre la Sa Elit, titulaire de la

concession d'aménagement, INSITU, le bureau d'étude en charge de l'animation de l'OPAH-RU et les services de la mairie.

Un avenant de clôture est à engager avant la 7^{ème} date anniversaire de la convention, à savoir le 21 septembre 2018.

Cet avenant permet de fixer les conditions encadrant une clôture du programme au 31 décembre 2024 et valide deux nouvelles opérations : l'aménagement de la place Paul Valéry, de la rue Paul Valéry et de la rue Villefranche, pour un montant de travaux de 820 000 € soit une subvention ANRU sollicitée de 410 000 €, et la mise en place d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage permettant de poursuivre et d'élargir le programme dans le cadre de la nouvelle démarche « Action Cœur de Ville », dont la ville de Sète va bénéficier.

Le montant de cette prestation est évalué à 80 000 € soit une subvention ANRU de 40 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant de clôture à la Convention pluriannuelle pour la mise en œuvre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés du centre ville de Sète et son annexe financière,

AUTORISE

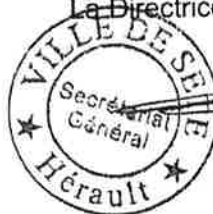
Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer aux côtés de l'ensemble des partenaires cosignataires, l'avenant de la convention et son annexe financière.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-107-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-107

TOURISME

Objet : GRAND SITE OCCITANIE - CONTRAT AVEC LE CONSEIL REGIONAL
OCCITANIE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT, SETE AGGLOPOLE
MEDITERRANEE ET L'OFFICE DE TOURISME DE SETE

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Dans un contexte de vive concurrence, la politique régionale pour le tourisme se mobilise autour de deux enjeux majeurs : la structuration et la qualification de l'offre touristique régionale et le renforcement de l'attractivité du territoire.

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée dispose de sites d'exception, patrimoniaux, culturels, naturels et historiques.

Ces sites, de par leur image et leur notoriété, contribuent à affirmer l'identité de notre territoire et sont autant d'atouts pour sa promotion et son attractivité notamment à destination des clientèles nationale et internationale.

Par la fréquentation qu'ils entraînent, ils constituent des moteurs de développement économique, touristique et culturel. Ils contribuent aussi au développement et au rayonnement des territoires dans lesquels ils s'inscrivent.

La Région a donc décidé de s'appuyer sur les sites culturels, patrimoniaux, historiques, naturels, exceptionnels afin de structurer au sein du territoire régional des destinations touristiques majeures.

Pour encourager la fréquentation touristique toute l'année, il convient de développer ou de moderniser une offre (équipements, aménagements...) qui aura un fort potentiel d'attractivité et une capacité à générer des retombées économiques et des emplois sur les territoires concernés dans le respect des populations, de l'environnement, des paysages et de la biodiversité.

La politique des « Grands Sites Occitanie » a pour objectifs :

- de favoriser le développement de l'activité au sein des territoires,
- de pérenniser et créer des emplois dans le secteur du tourisme, de la culture et de l'environnement,
- de développer la notoriété et l'attractivité de la destination Occitanie en prenant appui sur les sites touristiques, naturels et culturels de forte notoriété, la promotion de la destination de la Région OCCITANIE/Sud de France sur les marchés étrangers, français et de proximité,
- de développer une dynamique de préservation, de valorisation, de médiation culturelle et patrimoniale dans les cœurs emblématiques des « Grands Sites Occitanie »,
- d'innover dans les nouvelles approches artistiques, numériques et ludiques du patrimoine,
- de structurer l'offre avec l'amélioration de la qualité de l'accueil, des services, des produits et des aménagements afin que le séjour sur le site soit à la hauteur des attentes des visiteurs,
- d'organiser une démarche concertée entre acteurs de la culture, du tourisme et de l'environnement dans la valorisation des « Grands Sites Occitanie »,
- d'inciter les visiteurs à découvrir les sites et les produits de son territoire environnant ainsi que les autres « Grands Sites Occitanie » de la région Occitanie,
- de favoriser l'appropriation du patrimoine des « Grands Sites Occitanie » par les habitants de la Région et les acteurs touristiques et culturels afin d'en faire les ambassadeurs de notre territoire régional.
- de préserver la qualité de vie des habitants de la région et de chaque territoire concerné.

Le présent contrat a pour objet :

- d'organiser le partenariat entre la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Sète, Sète agglomération méditerranéenne et l'Office de Tourisme de Sète ainsi que l'inscription de Sète archipel de Thau dans le Réseau « Grands Sites Occitanie »,
- d'identifier le ou les cœurs emblématiques, les lieux de visite majeurs et la zone d'influence,
- de définir le projet de développement du cœur emblématique et du territoire et une feuille de route répondant à la stratégie sur 4 ans, indiquant les principaux investissements.

Ce contrat fait l'objet de coordination avec les autres processus de contractualisation (notamment contrats territoriaux, Bourgs Centres et Politique de la Ville) et démarches en cours (politique culturelle, Unesco, plan littoral 21, plan Montagne ...) afin de s'assurer de la complémentarité des actions proposées par les porteurs de projets.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

le contrat « grand site Occitanie » établi avec le Conseil Régional Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Sète, Sète agglomération méditerranéenne et l'Office de Tourisme de Sète, et annexé à la présente délibération.

AUTORISE


Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-108-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-108**

TOURISME

Objet : TAXE DE SEJOUR - MISE A JOUR DU REGLEMENT - FIXATION DE NOUVEAUX TARIFS

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire ;

Vu les articles L. 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R.5211-21, 2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal 2016-225 relative au maintien d'un Office de tourisme à gouvernance communale ;

Vu la délibération du Conseil Municipal 2018-008 du 12 février 2018, relative à la mise en place du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation et mis en location pour de courtes durées ;

Vu la délibération du Conseil Municipal 2018-009 du 12 février 2018, relative à la procédure d'enregistrement de locaux destinés à l'habitation et mis en location pour de courtes durées.

Le dispositif légal relatif à la taxe de séjour a évolué, aussi, nous proposons une mise à jour du règlement et de fixer les nouveaux tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ASSUJETTIT les natures d'hébergements suivantes à la taxe de séjour :

1/ Taxe de séjour au réel :

- Les hôtels de tourisme ;
- Les résidences de tourisme ;
- Les meublés de tourisme ;
- Les villages de vacances ;
- Les auberges de jeunesse ;
- Les chambres d'hôtes ;
- Les terrains de camping et de Caravaning ;
- Les emplacements dans des aires de camping-cars ;
- Les parcs de stationnement ;

2/ Taxe de séjour au forfait : Les ports de plaisance :

DECIDE

que la période de perception de la taxe de séjour court du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus et que les délais limites de déclaration et de paiement de la taxe de séjour au réel sont fixés par trimestre, excepté pour la taxe forfaitaire et les plateformes de réservation en ligne, le reversement étant annuel pour ces derniers.

Les dates limites de déclaration et de paiement pour la taxe au réel sont fixées au :

- **15 avril** pour la taxe perçue durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours (1^{er} janvier au 31 mars),
- **15 juillet** pour la taxe perçue durant le 2^e trimestre de l'année en cours (1^{er} avril au 30 juin),
- **15 octobre** pour la taxe perçue durant le 3^e trimestre de l'année en cours (1^{er} juillet au 30 septembre),
- **15 janvier** pour la taxe perçue durant le 4^e trimestre de l'année précédente (1^{er} octobre au 31 décembre).

* Ces délais sont prolongés de 15 jours pour les hébergeurs qui effectuent leur déclaration et le paiement en ligne ou ayant souscrit un mandat de prélèvement.

Les sites de réservation en ligne effectueront leur déclaration et reverseront le produit de la taxe collectée avant le 1^{er} février de l'année suivante.

Les gestionnaires des ports de plaisance soumis à la taxe de séjour forfaitaire établissent chaque année avant le 30 avril une déclaration annuelle des unités d'accueil dont ils disposent (capacité d'accueil relative au nombre d'anneaux ou d'emplacements réservés aux plaisanciers de passage).

Ils devront s'acquitter de la taxe de séjour forfaitaire par un unique versement, après émission d'un titre de recette par la commune, la date limite de paiement étant fixée au **31 octobre**.

FIXE

les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2019, conformément au nouveau barème légal, pour chaque nature et catégorie d'hébergement, par nuit et par adulte :

I - <u>Taxe au réel</u>	Taxe nette	Taxe département	Total taxe
A - Catégorie d'hébergements			
Palaces	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3,00 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2,00 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,50 €	0,15 €	1,65 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements des aires de camping-cars et des parc de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air	0,20 €	0,02 €	0,22 €

B - Hébergements	Taxe nette
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement, <i>sauf hébergements de plein air, chambres d'hôtes et aires de camping-cars</i> Pourcentage appliqué sur la nuitée ou loyer H.T. / nombre d'occupants x nombre d'assujettis	5% hors taxe additionnelle 1%

II - <u>Taxe au forfait</u>	Taxe nette	Taxe département	Total taxe
Port de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Sont exonérés de la taxe de séjour au réel, selon l'article L.2333-31 du CGCT :

- 1° Les personnes mineures ;
- 2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- 3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- 4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1€ journalier.

APPLIQUE

un taux de 5% (taxe additionnelle non incluse) sur le coût H.T. de la nuitée par personne, pour les hébergements non classés, excepté pour les hébergements de plein air, le tarif le plus élevé étant plafonné à 2,30 € H.T et 2,53 € TTC par nuit et par personne,

APPLIQUE

une moyenne de deux personnes par unité (bateau) et un taux d'abattement de 10% aux ports de plaisance assujettis à la taxe de séjour forfaitaire,

FIXE

le loyer minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour à 1 € TTC journalier,

APPROUVE

le nouveau règlement d'application de la taxe de séjour,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

La présente délibération annule et remplace les délibérations et règlements antérieurs relatifs à la taxe de séjour.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-109-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  *sete*

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-109

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : COMITE DES OEUVRES SOCIALES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 18 Décembre 2017, notre assemblée a adopté le principe de l'attribution de la subvention annuelle au Comité des Œuvres Sociales de la Ville.

CONSIDERANT que l'Association a pour but d'améliorer les conditions morales et matérielles de ses adhérents (entraide et solidarité) et d'organiser des activités de loisirs, en faveur du personnel de la ville de SETE.

Considérant le nombre croissant d'adhérents.

Compte tenu de l'intérêt que présentent les actions menées par l'association au titre de l'action sociale, il apparaît opportun d'ajuster la contribution de la ville en augmentant le montant accordé

par voie de subvention, ceci afin de permettre le versement d'un montant similaire à celui de l'an passé (déduction faite des charges diverses et selon le nombre d'adhérents).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le paiement d'une subvention exceptionnelle de 40 276 euros au Comité des Œuvres Sociales de la Ville,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document inhérent à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-110-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-110

ACTION SOCIALE

Objet : FONDS D'AIDE AUX JEUNES - CONVENTION DE DELEGATION

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne VILLAGIZARDIN Adjointe s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juin 2018, notre Conseil Municipal a adopté la convention de gestion N°18/C0266 entre le Département et La Ville de Sète.
La gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes a été confiée à la Ville de Sète pour l'année 2018.

Considérant l'expérience du C.C.A.S. de Sète en matière de gestion de ce fonds et d'animation de ses instances, la Ville de Sète subdélègue depuis plusieurs années la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes au CCAS.

Il convient aujourd'hui d'approuver la présente convention entre la Ville de Sète et le CCAS pour subdéléguer la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes au CCAS en 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la subdélégation de la gestion du FDAJ au CCAS de Sète, et la convention afférente annexée à la présente délibération

AUTORISE

Monsieur Le Maire ou son représentant à signer la convention de délégation de gestion au CCAS de Sète ou tout autre document s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme

Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services

 Anne GOUBEU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-111-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-111

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : FESTIVAL 22 V'LA GEORGES - PARTENARIAT CULTUREL AVEC
L'ASSOCIATION CAP BRASSENS

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

L'association Cap Brassens organise chaque année un Festival intitulé « 22 V'la Georges » qui se déroule sur une semaine du mois d'octobre pour célébrer la naissance de Georges Brassens.

Cette association mène également des actions culturelles pour maintenir vivante l'œuvre de Georges Brassens.

L'Espace Georges Brassens qui est un musée spécialisé de la Ville de Sète est consacré à l'Auteur-Compositeur-Interprète Georges Brassens.

Jusqu'alors, l'Association Cap Brassens bénéficiait d'un concours financier dans le cadre du Festival.

Les deux parties travaillant dans la même direction et poursuivant des actions complémentaires, il a semblé pertinent de formaliser un partenariat culturel afin d'établir des passerelles entre la Ville et cette association et de lancer un programme d'actions communes plus efficaces.

La convention de partenariat culturel conclue pour 3 ans prévoit respectivement :

- Les engagements de la Ville (contribution annuelle non révisable de 1 200 €, mise à disposition gracieuse d'une exposition itinérante pendant le Festival, tarif groupe appliqué pour la visite de l'Espace Georges Brassens sur présentation du ticket d'entrée au Festival ou de tout autre spectacle organisé par Cap Brassens, diffusion de la présentation du partenariat, sur tous supports de communication internes et externes),
- Les engagements de l'association (une heure de concert à l'Espace Georges Brassens pendant 4 jours pendant le Festival ainsi que la mise à disposition gracieuse d'un emplacement pour la tenue d'un stand, frais d'insertion publicitaire du visuel donné par l'Espace Georges Brassens dans le programme du festival, communiquer le partenariat avec la Ville sur tout support, sur le site internet et en début de spectacle, apposer le logo de l'Espace Georges Brassens).

Un bilan annuel sera effectué au vu du rapport d'activité fourni par Cap Brassens

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la convention de partenariat culturel annexée à la présente délibération,


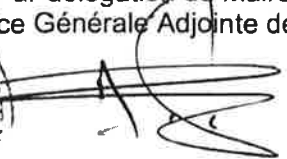
AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention ou tout document s'y rapportant,

AUTORISE Monsieur Le Trésorier Municipal à prélever la dépense sur les crédits prévus à cet effet sous l'imputation suivante :
Nature : 6574 Fonction : 322 Service Gestionnaire : GBRA

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-112-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-112

SPORTS

Objet : TRANSFERT DE COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE A SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE " SOUTIEN, PAR UN FONDS D'INTERVENTION, AUX SPORTIFS DE HAUT NIVEAU PRATIQUANT UN SPORT INDIVIDUEL"

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-17,

Vu l'arrêté Préfectoral n° 2016-1-944 en date du 14 septembre 2016 modifié par les arrêtés n°2016-1-1343 du 22 décembre 2016 ; n°2017-1-971 du 09 août 2017 ; n°2018-1-086 du 26 janvier 2018 et n°2018-1-329 du 09 avril 2018 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et de la Communauté de Communes du Nord du Bassin de Thau au 1^{er} janvier 2017 et en fixant les statuts,

Vu l'avis de la commission « sports » en date du 10 avril 2018-08-10,

Vu la Délibération de Sète Agglopôle Méditerranée n°2018-103 en date du 20 juin 2018 portant sur le transfert de la compétence supplémentaire «Soutien, par un fonds d'intervention, aux sportifs de haut niveau pratiquant un sport individuel »,

Considérant qu'en vertu du Code Général des Collectivités Territoriales les transferts d'une compétence supplémentaire aux EPCI sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du Conseil Communautaire, dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI,

Dans le cadre de sa stratégie de positionnement par le sport, Sète agglomération Méditerranée souhaite aider à la pratique compétitive et au succès des sportifs locaux contribuant à l'image et au rayonnement du territoire.

Elle entend ainsi soutenir les meilleurs sportifs et notamment les plus jeunes en leur apportant une aide pour la pratique de leur discipline à un haut niveau. L'objectif est de leur permettre de concilier carrière sportive et études.

Cette aide portera sur les disciplines olympiques et paralympiques ou reconnues par la Commission Nationale du Sport de Haut Niveau.

La Ville de Sète qui depuis plusieurs années, a mis en place une politique ambitieuse d'investissement dans le domaine sportif et notamment de soutien aux sportifs sétois de haut niveau est favorable à cette aide individualisée qui permettra d'encourager ces jeunes sportifs méritants à atteindre leurs objectifs.

En outre, cette aide aux sportifs de haut niveau de Sète agglomération Méditerranée s'intègre dans sa candidature pour devenir une base arrière et d'entraînement pour les délégations nationales et internationales à l'occasion de l'organisation des jeux olympiques de Paris en 2024 qui contribuera au rayonnement de l'ensemble du territoire.

Dès lors, la Ville de SETE a décidé d'approuver le transfert de cette compétence supplémentaire

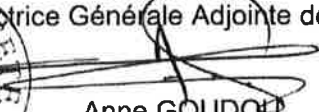
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE le transfert de compétence supplémentaire en matière de « Soutien, par un fonds d'intervention, aux sportifs de haut niveau pratiquant un sport individuel » à Sète agglomération Méditerranée,

AUTORISE Monsieur le Maire à transmettre la présente délibération au Président de Sète agglomération Méditerranée,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-113-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-113**

ADMINISTRATION GENERALE

**Objet : REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - CONSEILS DES ECOLES
PRIVEES SOUS CONTRAT - DESIGNATIONS**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente: Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Subséquentement au renouvellement intégral du Conseil municipal, avaient été désignés par délibération les représentants du Conseil municipal au sein de divers organismes.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à de nouvelles désignations concernant les conseils des écoles privées sous contrat, dans lesquels siégeaient Monsieur BODART en tant que représentant titulaire et Madame GUIRAUDOU-JAMMA en tant que suppléante.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que les votes à réaliser se déroulent, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

RAPPORTE

la délibération n° D-2014-091 du 6 mai 2014 ayant anciennement permis de procéder aux désignations des représentants du Conseil municipal dans les conseils des écoles privées sous contrat,

DECIDE

à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation des représentants du Conseil municipal au sein des organismes listés ci-après, à main levée,

PROCLAME

les représentants désignés pour siéger au sein de ces organismes.

**CONSEIL D'ECOLES
ECOLES PRIVEES SOUS CONTRAT**

(1 représentant de la commune titulaire + suppléant par école)

TITULAIRES

SUPPLEANTS

CALENDRETA DE SETE

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE
- J.C BOU

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

J.C BOU : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

NOTRE DAME DU SOUS BOIS

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE
- C. DALMON

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

C. DALMON : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

SAINT JEAN ET SAINT VINCENT

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE
- S. DENAJA

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

S. DENAJA : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

SAINT PIERRE

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE
- M.C VION-LECLERC

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42

Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

M.C VION-LECLERC : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-114-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-114

POMPES FUNEBRES

**Objet : POMPES FUNEBRES - ADHESION A LA FEDERATION DES ENTREPRISES
PUBLIQUES LOCALES**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L 2121-29,

Considérant la nécessité de transformer la Régie Municipale des Pompes Funèbres en entreprise publique locale,

Considérant la qualité et l'intérêt de l'activité de l'association suivante dont l'objectif est d'accompagner les collectivités locales dans leurs réflexions sur les modes de gestion, et dans leurs démarches de constitution d'Entreprises Publiques Locales telle que motivée dans le tableau suivant,

ASSOCIATION	MONTANT DE L'ADHESION 2018	MOTIVATIONS DE L'ADHESION
Fédération des Entreprises Publiques Locales	4 500,00 €	Accompagner la collectivité dans la transformation de la Régie Municipale des Pompes Funèbres en Entreprise Publique Locale

Considérant l'obligation de paiement de l'adhésion pour la ville de SETE,

Considérant que l'adhésion reste de la compétence du Conseil Municipal en application du CGCT,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE l'adhésion à cette association,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces documents ainsi que tous documents s'y rapportant,

AUTORISE Monsieur le Maire à donner pouvoir au directeur de la régie municipale des Pompes Funèbres en vue de siéger et voter aux réunions et Assemblées Générales de la FEPL,

DECIDE que les dépenses afférentes seront prises sur les budgets alloués.
La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits à cet effet sous l'imputation :
Nature : 011 Fonction : 6281 Service : POMP

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 34 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-115**

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DES BAINS DE MER - EXONERATION
PARTIELLE DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION - SAISON 2018**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la procédure de désignation des nouveaux délégataires des bains de mer pour les années 2018 à 2021, les sous-traités d'exploitation prévoyaient un début d'exécution au 15 mars 2018. Les redevances pour l'année 2018 avaient donc été fixées en fonction de la durée réelle de l'occupation du domaine public maritime, par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2016.

Toutefois, les sous-traités ont été signés le 25 avril dernier. Les délégataires ont donc été dans l'impossibilité d'occuper le domaine public maritime au 15 mars 2018.

En conséquence, et compte tenu d'une part de l'absence totale d'occupation, d'autre part de l'impact important subi sur l'activité économique de ces entreprises en raison des nécessaires investissements initiaux liés à leur installation, il vous est proposé de les exonérer partiellement de

la redevance pour la saison 2018, à hauteur de 40 jours, sur 210 jours d'occupation (soit 4.76% du montant de la concession), selon le détail ci-dessous.

L'exploitant du lot n°5, la SAS M.G.P.S, fera l'objet d'une exonération totale, compte tenu de son impossibilité à s'installer pendant la saison 2018.

LOT	NATURE DU LOT	EXPLOITANT	MONTANT INITIAL DE REDEVANCE	MONTANT EXONERATION	MONTANT REDEVANCE 2018
			210 jours	40 jours	
3	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	SAS FANTASY PARK	8 000,00 €	1 523,81 €	6 476,19 €
4	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LES SALINES	28 000,00 €	5 333,33 €	22 666,67 €
5	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	SAS M.G.P.S	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
6	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL L'OURAGAN	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
7	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL ARCHE ACD	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
8	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA PAILLOTTE	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
9	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LE CABANON DE LA PLAGE	18 000,00 €	3 428,57 €	14 571,43 €
11	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL B.C.D.G.	16 000,00 €	3 047,62 €	12 952,38 €
12	Location nautique avec ou sans engins motorisés	SARL L'INSTANT NAUTIQUE	6 000,00 €	1 142,86 €	4 857,14 €
13	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA PRAIA	21 000,00 €	4 000,00 €	17 000,00 €
14	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA VOILE ROUGE	21 000,00 €	4 000,00 €	17 000,00 €
16	Location nautique avec ou sans engins motorisés (périmètre protection redoute Castellás)	SARL CAP CARAIBES	9 000,00 €	1 714,29 €	7 285,71 €

Conformément aux clauses des conventions d'exploitation, l'avis préalable de la D.D.T.M. a été sollicité.

Le règlement des redevances s'effectuant par tiers, l'exonération sera appliquée sur le dernier tiers.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- APPROUVE** L'exonération partielle de redevance des délégataires de plage pour la saison 2018,
- APPROUVE** L'exonération totale de redevance de la SAS MGPS, pour le lot n°5, pour la saison 2018,
- FIXE** Les redevances pour l'année 2018 telles que mentionnées dans le tableau susvisé, et dans les conditions susvisées,
- AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents s'y rapportant
- AUTORISE** Monsieur le Trésorier municipal à en faire recette, le moment venu, sous l'imputation :
Nature : 7083 – Fonction : 91 – Service : DOPB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-116

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS LE CASINO/STE SETE LOISIRS -
BRASSERIE DES ARTS/EURL BRASSERIE DES ARTS - LOTS DE PLAGE POUR
LES BAINS DE MER - RAPPORTS ANNUELS 2017 DES DELEGATAIRES

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de délégation et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Les rapports que je vous sou mets aujourd'hui ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 03 septembre.

Ils concernent pour l'exercice 2017, les services suivants :

- **L'exploitation des jeux du casino :**
La Société SETE LOISIRS
- **L'exploitation de la brasserie du Musée Paul Valéry :**
L'EURL « BRASSERIE DES ARTS »
- **L'exploitation des lots de plage pour les bains de mer** (à l'exception des lots n° 2 – 12 et 15, en liquidation judiciaire, du lot 5, radié, et du lot 7 qui n'a pas fourni son rapport et bilan annuels malgré les demandes).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

des rapports ci-dessus évoqués,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes inhérents à l'application de la présente délibération.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUBOU

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-117

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE CONFIEE A ENEDIS
- RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de l'électricité sur son territoire attend légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.

La gestion de la distribution publique d'électricité sur la Ville de Sète a été confiée à ErDF, dont le nom est devenu ENEDIS le 31 mai 2016, par contrat de délégation de service public signé le 07 février 1994 pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les

comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport relatif à l'exercice 2017, est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 3 septembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire ENEDIS pour la gestion de la distribution publique d'électricité relatif à l'exercice 2017,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

17
ville de  **sète**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-118

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ CONFIEE A GAZ RESEAU
DISTRIBUTION FRANCE - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de GAZ sur son territoire attend ~~légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.~~

La gestion de la distribution publique de GAZ sur la Ville de Sète, a été confiée à GAZ RESEAU DISTRIBUTION France par contrat de délégation de service public signé le 4 octobre 2005 pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport pour l'exercice 2017, est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 3 septembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire GAZ RESEAU DISTRIBUTION France pour la gestion de la distribution publique de GAZ relatif à l'exercice 2017,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-119-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de sète 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-119

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : GESTION DU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR CONFIEE A TDF
- RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète et TDF ont signé un contrat d'affermage en date du 19 septembre 2006 pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète. Le 30 mars 2007 par avenant, la Ville donne son agrément pour la cession du contrat d'affermage au profit d'ANTALIS TV.

En application de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

L'exercice 2017 correspond à la 11^{ème} année de fonctionnement de cette délégation de service public (DSP). C'est avec un fonctionnement stable et une activité faible que la DSP de Sète a pu entamer sa 11^{ème} année.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 3 septembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE


du rapport annuel du délégataire TDF pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète relatif à l'exercice 2017,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-120-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de sete

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-120

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU
STATIONNEMENT CONFIEE A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE
THAU - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

~~Par délibération du Conseil Municipal du 30 novembre 2015, la Ville de SETE a confié la gestion du stationnement à la Société Publique Locale Bassin de Thau (SPL BT).~~

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la SPL BT est titulaire du contrat de délégation de service public de stationnement regrouvant :

- ✓ L'exploitation et la maintenance du Parking des Halles
- ✓ L'exploitation et la maintenance du Parking du Canal
- ✓ L'équipement et l'exploitation du stationnement payant sur voirie
- ✓ L'exploitation et la maintenance de l'aire de camping-cars des 3 digues

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SPL BT, en vertu de cette convention, soumet à l'approbation de la collectivité le Compte-Rendu Annuel d'Activités 2017 des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu 2017 détaille l'activité du stationnement sur voirie, du parking des Halles, du parking du Canal, de l'Aire de Camping-car des 3 Digue, ainsi que le bilan financier au 31 décembre 2017.

Globalement, les comptes d'exploitation consolidés présentent un résultat net avant impôt positif de 2,5 k€.

Le montant des produits d'exploitation représente 2 566 k€. Les charges d'exploitation, hors amortissements et provisions non courantes s'élèvent à 1 047 k€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable sur le rapport Annuel de l'exercice 2017 relatif à la gestion du Stationnement sur la ville de SETE,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-121-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-121

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SOCIETE PUBLIQUE LOCALE BASSIN DE THAU - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société publique locale Bassin de THAU (SPL BT) transmet à la Ville de Sète représentée à l'assemblée générale des actionnaires de la SPL BT, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2017, pour qu'ils soient soumis au Conseil Municipal.

La société a deux activités liées aux missions que lui ont confiées ses 2 actionnaires :

- La délégation de service public confiée par la ville de Sète par délibération municipale en date du 30 novembre 2015 et signée le 14 décembre 2015 pour la gestion du stationnement des parkings (les Halles et le Canal) et en voirie

- La requalification des Zones d'Activités Economiques (zones des Eaux Blanches, parc Aquatechnique à Sète et zone La Peyrade à Frontignan) confiée par Sète Agglopôle Méditerranée par délibération communautaire en date du 15 septembre 2016 et signée le 3 novembre 2016.

En 2017, concernant la délégation de service public, les travaux de consolidation du parking du Canal se sont poursuivis, le matériel de péage des parkings des Halles et du Canal a été remplacé, les 2/3 des horodateurs en voirie ont été remplacés. Tout en conservant la même tarification horaire, l'ensemble des recettes des parkings et de la voirie progressent en 2017 de 5,7% par rapport à 2016. Par ailleurs, les études pour les travaux de rénovation / mise aux normes et embellissement des parkings des Halles et du Canal ont été lancées avec le choix d'une maîtrise d'œuvre en octobre 2017.

Concernant les Zones d'Activités Economiques, les études ont été réalisées en 2017 et les travaux lancés en 2018 pour les ZAE Aquatechnique et des Eaux Blanches et 2019 pour celle de la Peyrade, après réalisation du clos-couvert de la cuisine municipale.

Le compte de résultat après impôt sur les sociétés dégage un bénéfice de 44 K€ avec :

- des charges de la société (fonctionnement et DSP) s'élevant à 2 761 K€ (comprenant l'impôt sur les sociétés à hauteur de 15 K€)
- des produits de la Société (fonctionnement et DSP) s'élevant à 2 805 K€.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société Publique Locale Bassin de Thau (SPL BT) communiqué pour l'année 2017 et annexé à la présente délibération

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-122-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-122**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EAU

**Objet : GESTION DU SERVICE ALIMENTATION ET DISTRIBUTION EN EAU POTABLE
CONFIEE A LA SEMOP L'EAU D'ISSANKA - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA
QUALITE DE SERVICE - RAPPORT 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

~~En application de l'article L.2224-5 du CGCT, le Maire présente au Conseil municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, destiné notamment à l'information des usagers.~~

Une note de synthèse établie par l'Agence de l'Eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel de subvention est annexée à ce présent projet.

Le rapport annuel relatif au service d'alimentation et de distribution d'eau potable pour l'exercice 2017, a été examiné par la Commission Consultative de services publics locaux réunie le 3 septembre 2018

Le rapport et l'avis du Conseil municipal seront mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET


un avis favorable sur le rapport annuel du prix et de la qualité des services publics de l'eau potable pour l'exercice 2017.

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-123-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-123

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EAU

**Objet : GESTION DU SERVICE ALIMENTATION ET DISTRIBUTION EN EAU POTABLE
CONFIEE A LA SEMOP L'EAU D'ISSANKA - RAPPORT D'ACTIVITE 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La gestion du service d'alimentation et de distribution en eau potable sur la Ville de Sète, a été confiée à la SEMOP "L'EAU D'ISSANKA" par contrat de délégation de service type « affermage » datant du 1^{er} février 2017.

En application de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 3 septembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET

un avis favorable sur le rapport annuel du délégataire la SEMOP "L'EAU D'ISSANKA" pour la gestion du service d'alimentation et de distribution en eau potable sur la Ville de Sète pour l'exercice 2017.

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITÉ PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-124

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE HERAULT AMENAGEMENT - RAPPORT
D'ACTIVITE 2017 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Comme chaque année, Hérault Aménagement, transmet à la ville de Sète, représentée à l'Assemblée Spéciale des Communes Actionnaires, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2017, lesquels sont soumis au Conseil Municipal en application des dispositions de l'article L 1524-5 du CGCT.

En 2017, la société a poursuivi son développement pour répondre aux attentes des Elus des collectivités territoriales pour étudier et réaliser leurs projets d'aménagement et d'équipements.

Cette activité peut se caractériser par la conduite de 32 projets, dont 8 nouveaux et 24 en cours de réalisation, représentant un montant d'investissement de 12 675 K €.

La répartition et le détail de ces projets sont précisés au rapport en annexe de la présente délibération et n'appellent aucune remarque.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET

un AVIS FAVORABLE sur le rapport d'activité de la Société d'économie mixte « HERAULT AMENAGEMENT » communiqué pour l'année 2016, et annexé à la présente délibération.



AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-125-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-125

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT ZAC OUEST - CARRIERE DU
RAMASSIS / QUARTIER DES SALINS - CRAC 2017**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT soumet à l'examen de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2014 de l'opération d'aménagement Carrière du Ramassis / ZAC Entrée Ouest.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement approuvée par le conseil Municipal du 29 janvier 2002 complétée par voie d'avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 approuvés respectivement par le conseil municipal des 20 novembre 2003, 14 octobre 2004, 4 octobre 2006, 16 décembre 2008, 2 novembre 2010, 5 juin 2012, 3 novembre 2014, 30 juillet 2015 et le 9 octobre 2017.

Ce compte rendu Annuel d'Activités à la Collectivité vise à présenter à la Ville de Sète, l'avancement de l'opération en termes administratifs, physiques et financiers, pour lui permettre de suivre le déroulement de l'opération et de décider des mesures à prendre pour maîtriser son évolution ;

Je vous rappelle la consistance et les objectifs de cette opération confiée à la SA ELIT sur la zone à aménager de 22 hectares environ :

- Habitat sur le site de la Carrière du ramassis
- Habitat et activités économiques sur l'entrée Ouest, (Quartier des Salins)
- Infrastructures routières nécessaires à la viabilisation de la zone et à l'accès Ouest de la Ville.

Le programme de chacune des opérations comprend notamment :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le programme des travaux comprend :

- La viabilisation des parcelles destinées à recevoir des logements par la requalification du boulevard Grangent (mise en place des réseaux secs et humides, création d'espaces de stationnement et aménagements paysagers).
- L'aménagement du parc boisé dénommé le « petit bois ».
- L'aménagement de l'entrée du programme de logements contigu au chemin d'accès des Pierres Blanches et la requalification de l'avenue Mathieu Grangent consécutive à cette réalisation.

QUARTIER DES SALINS :

Le programme des travaux comprend :

- la réalisation d'équipements primaires avec le déplacement des équipements viaires y compris les réseaux existants (giratoire, ex RN 112)
- la réalisation d'équipements secondaires comprenant la voirie structurante, les réseaux humides, les réseaux secs, les aménagements paysagers attenants à ces espaces,
- la réalisation de parkings publics,
- des aménagements paysagers concernant les espaces publics et les berges du canal des Quilles,
- la réalisation d'une passerelle reliant le quartier des Salins au quartier dénommé « les Quilles »,

Le programme du projet d'aménagement actualisé au 31 décembre 2016 comprend :

- des logements libres et des logements aidés (25%),
- des commerces de proximité en rez-de-chaussée des immeubles en complément d'une surface commerciale de 1 500 m² dont l'enseigne n'est pas définie :

-
- ✓ cette dernière permettra une mutualisation des places de parking entre les propriétaires, les locataires et les clients du centre commercial. En cas de besoin la capacité de production de parkings pourra être augmentée par un niveau supplémentaire.
 - ✓ elle sera une locomotive pour l'implantation des commerces en rez-de-chaussée d'immeubles
 - ✓ elle sera un élément essentiel à l'animation du mail central.
 - ✓ elle sera un tampon anti-bruit entre la voie SNCF et les habitants
 - ✓ la CDAC et la CNAC ont été obtenue en 2016 mais il reste à échanger le terrain d'ERDF qui est le terrain d'assiette pour partie du projet commercial.

- Extension d'Ifrermer par le projet Celimer avec des activités et des hébergements étudiants (IUT). Ce projet a été abandonné à la demande du Préfet de l'Hérault.
- une résidence de tourisme 4 étoiles
- un local technique municipal qui sera réalisé par la Ville

A la fin de l'année L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ÉTUDES, ACQUISITIONS ET TRAVAUX s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

La viabilisation des terrains de la Carrière et les travaux de requalification du tronçon du boulevard Grangent sont terminés à l'exception de l'aménagement du carrefour d'accès au programme de logements contigu au chemin d'accès aux Pierres Blanches liés à l'opération SOGI.

Les cessions :

- Les parcelles BS N° 457-458-459 ont été cédées.
- Les parcelles BS 455-456 chemin des Pierres Blanches ont fait l'objet d'un compromis de vente avec le promoteur SOGI le 9 août 2011 dont le permis de construire fait l'objet d'un recours par des copropriétaires. Par arrêt, la cour d'appel de Marseille a validé le 11 décembre 2015 le permis de construire et la cession a été réalisée le 3 octobre 2016.

La sous opération « Carrière du Ramassis » devrait être achevée en 2019.

ENTREE OUEST :

Le démarrage des travaux a eu lieu en juin 2010.

Au 31/12/2017, la majorité des travaux de VRD est terminée.

La finition globale de la ZAC interviendra en 2020 après réalisation des bâtiments des 3 dernières parcelles.

Les cessions :

Au 31 décembre 2017 il reste à commercialiser :

* le lot 2 pour environ 2 700 m² SP de logements ou autres dont la destination n'est pas fixée à ce jour.

* le lot 12. Il est précisé que la réalisation d'un groupe scolaire sur ce lot 12 a été abandonnée par le rectorat. En effet, le nombre d'écoles sur la ville est actuellement suffisant et les prospectives scolaires ne laissent pas envisager une augmentation des enfants à scolariser. Le programme sur ce lot est en cours de montage.

*les lots 5 et 14, pour lesquels un compromis de vente avait été signé avec le promoteur GGL pour la réalisation d'une surface commerciale (sur ces lots et le lot 15 appartenant à ERDF) le 30/03/2016 mais qui n'a pas été réitéré au 31/12/2016.

~~ERDF n'ayant pas souhaité vendre le lot 15, le projet de centre commercial est réétudié sur les lots maîtrisés n°5 et 12~~

Le BILAN FINANCIER prévisionnel actualisé de l'opération s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le bilan approuvé le 13/02/2018 dégage un excédent d'opération prévisionnel de 4 083 K€ sur lequel la SA ELIT a reversé à la ville de Sète les acomptes suivants :

- Sur l'exercice 2007 : la somme de 3 000 000 €
- Sur l'exercice 2009 : la somme de 643 000 €
- Sur l'exercice 2013 : la somme de 158 000 €

Une partie de ce reversement prévisionnel effectué par anticipation ferait l'objet d'une restitution par la Ville à la SA Elit à hauteur de 250 en 2018 et 1 974 K€ en 2019.

Montant des dépenses actualisées : 4 155 K€

Dépenses réalisées au 31 décembre 2017 : 4 005 K€ soit 96 %.

Montant des recettes actualisées : 8 238 K€

Recettes réalisées au 31 décembre 2017 : 8 238 K€ soit 100 %.

ENTREE OUEST :

Montant des dépenses actualisées : 14 282 K€

Dépenses réalisées au 31 décembre 2017 : 12 516 K€ soit 88 %.

Montant des recettes actualisées : 11 776 k€

Recettes réalisées au 31 décembre 2017 : 9 328 K€ soit 79 %.

LES FINANCEMENTS des opérations s'établissent comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Emprunts :

L'opération avait bénéficié d'un emprunt de 2 000 000 € contracté auprès de la Caisse d'Epargne. La SA Elit a procédé au remboursement anticipé suite à la vente à Kaufman & Broad.

Avances remboursables :

L'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention d'avance du 08 février 2002 pour un montant de 91 469,42 € versée par la ville.

La totalité des avances a été remboursée par la SAELIT au 31/12/06.

ENTREE OUEST :

Emprunts :

L'opération a bénéficié des emprunts suivants :

-
- un emprunt d'un million d'euros contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon (CELR) en 2009 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé)
 - un emprunt d'un million d'euros contracté auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole (CRCA) en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé)
 - un emprunt d'un million cinq cent mille euros contracté auprès de la Société Générale en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé).
 - un emprunt d'un million cinq cent mille euros contracté auprès du Crédit Maritime en 2010 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé le 31.01.2016).
 - un emprunt de deux millions d'euros contracté auprès d'Arkea en 2017 sur une durée de 24 mois : échéance décembre 2019.

Soit un total de sept millions d'euros d'emprunt dont cinq millions d'euros remboursés. L'ensemble de ces prêts étaient garantis à hauteur de 80%, par la Ville, en application de la loi Galland.

Le bilan consolidé ci-joint annexé montre un besoin de trésorerie à fin 2017 de 756 K€ du fait des ventes restant à réaliser



Avances remboursables : L'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention du 08 février 2002 et de ses avenants 1 et 2 d'un montant total de 313 530.58 euros.
Au 31 décembre 2008, la SA ELIT a remboursé la totalité de cette avance.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- APPROUVE** le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2017 de l'opération Carrière du Ramassis / Entrée Ouest.
- APPROUVE** la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2017.
- APPROUVE** le bilan prévisionnel actualisé des activités de la SA Elit et le plan de trésorerie actualisé annexé.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-126

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : SA ELIT - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société d'Economie Mixte SA D'EQUIPEMENT DU LITTORAL DE THAU (SA ELIT) transmet à la Ville de Sète représentée à l'assemblée générale des actionnaires de la SA Elit, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2017, pour qu'ils soient soumis au Conseil Municipal.

En 2017, les deux opérations de requalification du cœur de ville au travers des conventions PNRQAD et PRI ILE SUD ont été dynamiques avec la rénovation et la vente de plusieurs lots.

Les travaux de l'opération d'aménagement de la ZAC des Salins se sont poursuivis avec la réalisation, au dernier trimestre, du mail central, axe structurant de la vie du quartier.

Le nouveau dossier de réalisation de la ZAC ENTREE Est secteur Sud est en attente de validation, notamment en raison de ses objectifs d'aménagement et de financement, et une étude sur la suite à donner à cette concession est en cours avec la ville.

La vente d'une parcelle à Lidl fin 2017 pour la réalisation d'un centre commercial sera prise en compte.

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Publics (lido de Frontignan) et Privés (ZAC des Salins - Sète) complètent l'activité opérationnelle.

La SA ELIT de plus été retenue en 2017 (et notifiée en février 2018), dans le cadre d'un groupement avec LRA et GGL, pour conduire les études portant sur environ 160 000 m² de plancher sur l'entrée Est secteur Nord, à l'issue d'un appel à concurrence et de négociations.

Enfin, la synergie avec la SPL BT portant sur deux activités (parcs de stationnement de Sète et requalification des Zones d'Activités Economiques) a été formalisée. Par des conventions de partenariat et de mise à disposition du personnel, cette synergie s'est traduite par la réduction du coût salarial et des frais généraux pour la SA ELIT.

Les charges de la société s'élevant au montant comptabilisé de 580 000 € et les produits s'élevant au montant comptabilisé de 630 000 €, l'exercice 2017 affiche un résultat net positif de 50 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET


un AVIS FAVORABLE sur le rapport d'activité de la Société d'Economie Mixte SA D'EQUIPEMENT DU LITTORAL DE THAU (SA ELIT) communiqué pour l'année 2017 et annexé à la présente délibération,

AUTORISE


Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-127-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  **sète**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-127

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ACQUISITION DU BIEN CADASTRE AI 310, DIT CENTRE SOCIAL GABINO, PROPRIETE DE SETE THAU HABITAT OPH

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Un des axes majeurs du futur projet de rénovation urbaine de l'île de Thau, qui s'inscrit dans le cadre d'une convention pluriannuelle à signer avec l'ANRU, consistera en la restructuration du centre commercial « les boutiques de Thau ». Construit en 1977, sa conception architecturale est aujourd'hui obsolète, ce qui renforce la mauvaise image qu'il peut avoir.

Ainsi une nouvelle polarité commerciale ouverte sur le quartier (avec une vitrine visible depuis le boulevard Pierre Mendès France) sera créée à proximité de l'actuel centre, qui sera démoli pour faire place à un pôle d'équipements publics et de loisirs.

Selon les termes de la convention partenariale qui sera conclue entre l'opérateur EPARECA (Etablissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux), Sète Agglopôle Méditerranée et la ville de Sète, la ville acquerra les locaux commerciaux qu'elle ne maîtrise pas, prendra en charge les transferts des commerçants de l'ancien

centre commercial vers le nouveau, démolira le bâtiment actuel et cèdera à l'EPARECA le terrain nécessaire à la construction du futur centre commercial nu et prêt à bâtir.

Le conseil municipal a délibéré en ce sens le 09 octobre 2017 (D-2017-135) et le 12 février 2018 (D-2018-019), et un arrêté préfectoral (n°2018-I-818) d'ouverture d'enquête publique préalable à l'obtention d'une DUP et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet de reconstruction du centre commercial a été pris le 12 juillet 2018 (prévus du 4 au 21 septembre 2019).

C'est dans ce contexte que la ville doit se porter acquéreur du bien situé sur la parcelle CI 310, d'une contenance de 1059 m² et propriété de Sète Thau Habitat OPH, terrain d'assiette d'un bâtiment accueillant un centre social (le centre social Nicolas Gabino) et une église évangéliste (pour une surface de plancher totale de 425 m²).

Cette acquisition se fera au prix de 340 000 € (conformément à l'évaluation des domaines en date du 29 juin 2017), les frais d'acte notarié incombant à la commune en sa qualité d'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE l'acquisition du bien cadastré CI 310 dit « Centre social Gabino », propriété de Sète Thau Habitat OPH, au prix de 340 000 €, auxquels s'ajouteront les frais d'acte notarié

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes et tout document se rapportant à la vente

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à prélever la dépense relative aux frais d'acte et d'enregistrement sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2018 sous l'imputation :
NATURE : 6227 FONCTION : 020 SERVICE : GPAT

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à prélever la dépense relative à l'acquisition de ce bien sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2018 sous l'imputation :
NATURE : 2111 FONCTION : 020 SERVICE : GPAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-128-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-128

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : SITE "ENTREE EST PARTIE NORD" - MISSION D'ANTICIPATION FONCIERE -
CONVENTION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE ET
SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - AVENANT N°3

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une convention cadre d'anticipation foncière concernant la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) de l'« Entrée Est – Partie Nord » a été conclue en octobre 2012 par la commune de SETE avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF-LR), sur une durée de 5 ans.

Le périmètre de la ZAD « Entrée Est – Partie Nord » s'inscrit dans un secteur identifié au SCOT comme étant à enjeux majeurs pour le développement du territoire du bassin de Thau, susceptible d'accueillir sur le moyen et le long terme une ou des opérations d'aménagement à vocation mixte, de logements et d'activités économiques, comprenant au moins 30 % de logements locatifs sociaux.

L'autorité communautaire, manifestant sa volonté de mobiliser ses dispositifs d'aide au logement, ses moyens d'études et de conduire les procédures opérationnelles d'aménagement dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble, a sollicité auprès de la ville l'évolution de la convention bipartite initiale vers une convention tripartite commune de SETE, Thau Agglo et l'EPF LR, portant sur un engagement financier de 6 000 000 € et sur un périmètre élargi.

Le conseil municipal a ainsi adopté, par délibération du 2 mars 2015, la convention tripartite d'anticipation foncière entre la commune de SETE, Thau Agglomération et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon sur le périmètre dit « Entrée Est – Partie Nord », venant se substituer à la convention opérationnelle d'anticipation foncière conclue par la commune de SETE avec l'EPF LR le 10 octobre 2012.

La nouvelle convention d'anticipation foncière a été signée le 17 août 2015 par la commune de SETE, Thau Agglo et l'EPF LR.

Compte tenu des nouvelles opportunités d'acquisitions que représente l'extension du périmètre de la ZAD (de 98 ha à 113 ha) sur des terrains historiquement marqués par l'implantation d'activités à caractère industriel en relocalisation, un avenant n°1 approuvé par délibération du 30 novembre 2015 et signé le 10 décembre 2015, a porté le montant de l'engagement financier de L'EPF LR de 6 000 000 à 20 000 000 €.

En 2015, l'EPF d'Occitanie a réalisé l'acquisition du site Flexsys, et un avenant n°2 signé en en 2016 a permis à Sète agglomération méditerranée d'assurer la gestion des biens acquis dans le cadre de cette convention.

Sète agglomération méditerranée a également conclu un contrat de concession avec la SPLBT lui concédant l'aménagement et la commercialisation de ces terrains pour permettre l'accueil d'activités économiques.

Conformément à la convention qui nous lie, L'EPF d'Occitanie a cédé fin 2017 et directement à l'aménageur, la majorité des terrains Flexsys (99 828 m² pour un prix de 5 367 134.77 €). Concernant les terrains restants, qui représentent 13 395 m² pour un prix de 863 277,02 € TTC, la SPLBT envisage leur acquisition avec paiement différé sur l'exercice 2018.

A cette fin il convient d'introduire dans la convention d'anticipation foncière parmi les engagements conventionnels de la SAM, une obligation de substitution de cette dernière en cas de non paiement à échéance par l'opérateur qu'elle aura désigné et de modifier les clauses relatives aux modalités de paiement afin d'y intégrer cette possibilité.

Tel est l'objet principal de cet avenant n°3, présenté en annexe.

Par ailleurs, conformément aux orientations prises dernièrement par l'EPF d'Occitanie sur l'ensemble des dispositifs conventionnels, il y a lieu de modifier la convention sur les conditions de jouissance et de gestion des biens acquis par l'établissement.

Enfin, il est proposé d'adapter l'article portant sur le périmètre d'intervention conformément aux nouvelles conventions types afin de permettre à l'EPF d'intervenir, avec l'accord de Sète agglomération méditerranée, afin d'acquérir à l'amiable toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si, et uniquement si, ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant n°3 à la convention tripartite d'anticipation foncière entre l'EPF d'Occitanie, Sète agglomération méditerranéenne et la commune de Sète sur le site dit « Entrée Est - Partie Nord », ci annexé,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant joint et tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-129-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de sète 

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-129

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : TRANSFERT DE PROPRIETE DU CANAL DE LA PEYRADE

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le Canal de la Peyrade est un élément structurel essentiel de Sète.

Ce canal, qui s'étend du Canal du Rhône à Sète jusqu'au Canal Maritime, fait actuellement partie du domaine public foncier de l'Etat, géré par Voies Navigables de France.

Dans le cadre des projets de requalification engagés sur l'entrée Est, il est indispensable de l'inclure dans le périmètre de rénovation de ce quartier.

C'est pourquoi, conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), la Ville de Sète souhaite que le Canal de la Peyrade soit transféré dans le domaine public foncier de la Commune. La procédure administrative afférente est d'une durée de 18 mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

de solliciter le lancement de la procédure de transfert du Canal de la Peyrade du domaine public de l'Etat vers le domaine public de la commune,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des documents se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 34 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-130-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-130

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - CESSION DES BIENS CADASTRES AK 34, AK 37, AK 80, AK 84, AK 86, AK 125 ET AK 126, SIS AVENUE DU MARECHAL JUIN, A LA SA ELIT

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation d'habitat mixte sur l'Entrée Est secteur Sud a été créée par délibération du 20 octobre 2005, afin de réaliser un projet de restructuration urbaine permettant à terme la construction de logements, dont 25 % de logements locatifs aidés, ainsi que l'installation de services et d'activités.

Sa réalisation a été confiée à la SA ELIT dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 avril 2006.

L'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie a dans un premier temps été sollicitée afin d'assurer le portage foncier d'une partie des terrains de la ZAC Entrée Est secteur Sud, au moyen d'une convention opérationnelle signée le 21 décembre 2010 et prolongée par avenant jusqu'au 22 décembre 2017.

Au terme de cette échéance et conformément aux termes de la convention, la ville a procédé à l'acquisition, en date du 20 décembre 2017, des biens acquis par l'EPF au cours de cette période, soit les biens cadastrés AK 34, AK 37 et AK n°80, au prix de 2 664 241,31 € TTC (calculé à partir du prix de revient actualisé soit un montant de 2 504 017,63 € HT comprenant une TVA sur prix totale pour l'acquisition de la parcelle AK 34 et une TVA sur marge pour le solde).

A ce jour et tel que l'indique le rapport d'activité 2017 soumis à l'approbation du conseil municipal, la SA Elit et la ville étudient les conditions optimales de poursuite du développement de la ZAC. C'est dans ce cadre que la ville souhaite procéder à la cession des biens précités à la SA ELIT, représentant une emprise totale de 9019 m² et respectivement cadastrés :

- AK n°34 (pour une emprise de 6730 m²)
- AK n°37 (pour une emprise de 2815 m²)
- AK n°80 (pour une emprise de 374 m²)

Cette cession aura également pour objet les parcelles suivantes :

- AK 125 (532 m²) et AK 126 (314 m²), acquises par la ville le 29 décembre 2005
- AK 84 (87 m²) et AK 86 (79 m²), acquises par la ville le 21 mars 1988

La cession interviendra au prix de 2 664 241,00 € TTC, correspondant au prix de revient actualisé des parcelles AK n°34, AK n°37 et AK n°80. Ce prix est déterminé, conformément à l'article 6 de la convention opérationnelle, par le prix d'achat fixé par France Domaine, majoré des frais, indemnités et impôts accessoires, dépenses de remise en état du foncier et frais financier éventuels.

Ce prix comprendra la cession des parcelles AK 125, AK 126, AK 84 et AK 86, compte tenu de leur statut d'espaces résiduels et de la part minimale qu'elles représentent dans l'objet de la cession.

Le compromis de vente pourra comporter une clause de substitution, permettant de substituer un tiers à l'acquéreur initial du bien immobilier.

Les frais notariés afférents à la présente transaction incomberont à l'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

la cession des parcelles cadastrées AK n°34, AK n°37, AK n°80, AK n°84, AK n°86, AK n°125 et AK n°126, sises avenue du maréchal Juin et représentant une emprise totale de 10931 m², au profit de la SA ELIT, au prix de 2 664 241,31 € TTC

AUTORISE

Monsieur le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

AUTORISE

le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente sous l'imputation :

Nature : 775

Fonction : 020

Service : GPAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180919-D-2018-131-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-131

URBANISME

Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION DE LA MODIFICATION N°3

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Sète a été approuvé par délibération du conseil municipal le 10 février 2014, au terme d'un long processus de réflexion visant à produire un nouveau document d'urbanisme au plus près des réalités et des enjeux du territoire sétois.

La modification simplifiée n°1 a été approuvée le 3 novembre 2014, afin de procéder à des réajustements ponctuels d'ordre matériel, sans incidence sur la portée du document, à la mise à jour de certaines références réglementaires et à la prise en compte de certaines remarques des services de l'Etat.

Suite à la mise en œuvre de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) et aux nécessaires adaptations réglementaires qui en découlent, la modification n°1 a été approuvée par délibération du 15 décembre 2014.

Une modification n°2 a été approuvée le 23 mai 2016, principalement en vue de la simplification et de la rationalisation de la réglementation d'urbanisme sur le Mont Saint Clair, de l'adaptation de la réglementation aux projets d'aménagement en cours d'élaboration sur l'entrée Est (secteurs Nord, Sud et portuaire), ainsi que de diverses améliorations, mises à jour ou corrections mineures du règlement et des documents graphiques.

Considérant le rôle moteur de la ZAC Entrée Est secteur Sud dans le projet global de mutation de l'Entrée Est de Sète et afin d'encourager sa dynamique commerciale, une modification simplifiée n°2 a ensuite été approuvée le 28 novembre 2016 afin d'accroître les possibilités d'emprise des constructions à usage de commerce.

Enfin, la présente modification a été prescrite par arrêté municipal n°A-2018-095 le 14 mai 2018, conformément aux dispositions de l'article L 153-41 du Code de l'urbanisme relatif à la procédure de modification de droit commun, afin d'apporter certaines corrections, précisions, évolutions et mises à jour réglementaire.

Le projet initial de modification n°3 du PLU (tel que mis à l'enquête publique et soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées) porte ainsi sur les points suivants :

A- La correction d'erreurs matérielles :

1. Une coquille rédactionnelle p.90 du règlement
2. Une différence relative au taux de logements sociaux requis sur l'ER n°7, entre le règlement du PLU et la liste des emplacements réservés pour mixité sociale
3. Une erreur de dénomination et de superficie de parcelle concernant l'emplacement réservé pour mixité sociale n°2
4. La correction des références cadastrales figurant sur le plan d'alignement n°27 (rue du 81^{ème} régiment)
5. La rectification de l'emplacement de la cheminée repérée sur la fiche « monument à valeur historique » n°6 de l'annexe 6.8.e (quai des Moulins)
6. La correction du périmètre du Droit de Préemption Renforcé, erroné au niveau des rues Gambetta et Paul Bousquet
7. La mention, en secteur Nlc, de 3 sous-secteurs (au lieu de 2 en réalité) pour répondre aux besoins des plages (p.107)
8. La création sur le document graphique du secteur Nc manquant correspondant au camping du Castellas

B- Des évolutions du règlement et modifications du zonage

1. La modification de la règle de retrait des 5m à partir de l'alignement en secteur 3UB3
2. L'autorisation en zone N d'une extension de 20% maximum de la surface de plancher des constructions à usage de commerce
3. La suppression de la disposition concernant les toitures terrasses en zone 3UB
4. L'évolution du règlement du secteur UD2 (relative notamment à la sous-destination « hébergement hôtelier et touristique »)
5. L'évolution du règlement concernant l'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords en zone N (pour les concessions de plage)
6. L'évolution de la règle concernant la couverture des parkings en zones UB et UC
7. L'évolution de la règle relative aux occupations et utilisations du sol interdites en zone UP
8. L'évolution de la règle relative aux occupations et utilisations du sol interdites en secteur UV4 (surface de plancher des constructions à usage de commerce)
9. L'évolution de la règle concernant les terrassements dans la zone de prospect en UD1 et UD1v
10. L'ajout sur le document graphique de la possibilité de construire une émergence architecturale de 49,50 m sur la ZAC Entrée Est Secteur Sud
11. L'évolution de la réglementation relative à l'emprise au sol et à la hauteur maximale des constructions en secteur UD1a

C- Des mises à jour

1. La mise à jour de l'ensemble du PLU suite à la transformation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain (ZPPAU) en Site Patrimonial Remarquable (SPR)
2. L'ajout de servitudes de restriction d'usage instituées par arrêtés préfectoraux (Flexsys, GDH-Bassin à pétrole, TOTAL, Silos de la Méditerranée)
3. La suppression de la servitude EL6 de protection de la route de la plage RN112
4. La mise à jour des références réglementaires suite à l'évolution du Code de l'Urbanisme sur divers documents : légendes des documents graphiques, Servitudes Particulières, Servitudes d'Utilité Publique, annexes...
5. La prise en compte de l'institution d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
6. L'intégration du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (annexe 6.15)
7. La mise à jour de la fiche de protection de l'alignement d'arbres de la place Aristide Briand (annexe 6.8.a)
8. La mise à jour du tableau calcul des surfaces des zones du PLU dans le rapport de présentation
9. La mise à jour du calcul des surfaces des servitudes particulières
10. L'ajout des prescriptions de prévention des incendies de forêt dans une annexe 6.4.e

D- Mise en cohérence graphique (zonage, emplacements réservés)

1. La création d'un sous secteur spécifique pour le groupement d'hôtels/restaurants à l'angle de la route de la Corniche / chemin des Quilles
2. Le rattachement au secteur UD2 de certaines parcelles comprises entre l'allée Jules Valéry et l'avenue du Tennis (actuellement en secteur UD1)
3. L'inclusion totale (au lieu de partielle) de la parcelle AP193 dans le secteur UD1a
4. La mise en cohérence avec la réalité du terrain des limites entre la zone N et la zone UV à Villeroy
5. Le rattachement d'un secteur UD2 en UD3 (secteur de l'avenue de la source), en cohérence avec le zonage alentour
6. La suppression d'un reste d'Espace Vert Protégé incohérent avec les limites parcellaires (impasse des rêves)
7. L'ajout d'un Espace Vert Protégé sur une partie des parcelles AO 479 et AO 482
8. La suppression de l'Espace Vert Protégé de la parcelle BE 600 au profit de la protection spécifique d'un arbre
9. La suppression de l'Espace Vert Protégé sur les parcelles BD 2, BD 3 et BD 4
10. La suppression de l'Espace Vert Protégé de la parcelle BE 162 (Eglise St Thérèse)
11. La suppression de l'Espace Vert Protégé sur la parcelle BD 603 et l'augmentation de l'emprise de l'Espace Vert Protégé
12. Le rattachement d'une zone 1UB3 en UD3 (secteur rue Général Revest)
13. La mise en cohérence des espaces verts des parcelles AZ 228, AZ 287 et AZ 288
14. La modification de l'emplacement réservé pour voirie n°3 (Zac entrée Est secteur sud)
15. La modification de l'emprise de l'emplacement réservé n°26 (cimetière Grande rue Haute), annexe 6.2 du PLU
16. L'ajout de la maison en ruine de la rue Caron (parcelle AN n°478) dans la liste des ruines identifiées
17. Le rattachement des parcelles AS 289 et AS 290 de la zone N au secteur 1UB1
18. L'agrandissement de l'emprise des Espaces Verts Protégés dans le secteur du Lazaret
19. Le rattachement des parcelles BO 217, BO 226, BO 287 et une partie de la BO 137 du secteur UB5 au secteur UD2

E- Précisions réglementaires

1. La résolution de l'incohérence entre les articles 1UB10 et 1UB11 concernant la hauteur des rez-de-chaussée
2. La modification de la rédaction de l'article UE11, réglementant l'aspect extérieur des constructions en zone UE (Entrée Est)

3. L'ajout d'une précision dans l'article 3UB6 relative à l'absence d'obligation d'alignement pour le niveau 5
4. L'apport dans le règlement d'une précision relative à la surface des terrains concernant la règle d'abattage des arbres
5. L'ajout d'une précision dans l'article UD10 relatif au calcul des hauteurs
6. L'ajout d'une précision concernant le calcul des hauteurs relatives en 3UB1 et 3UB2 dans l'article 3UB10 relatif au calcul des hauteurs
7. La résolution des incohérences entre les prescriptions du règlement du PLU et du Site Patrimonial Remarquable concernant l'implantation des panneaux photovoltaïques
8. La reprise de la rédaction des prescriptions de stationnement pour toutes les zones afin de faciliter leur mise en œuvre et notamment : la rédaction de l'article UE12 de la zone UE et de ses différents secteurs (entrée Est), la règle de stationnement visiteurs pour les logements sociaux, l'obligation relative aux deux roues pour les logements sociaux
9. L'apport de compléments au règlement de la zone N
10. Le rappel des règles générales d'application dans les articles 7 du règlement (relatifs à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives)
11. L'ajout, dans l'article 9 consacré à l'emprise au sol de chaque zone, d'une référence aux modalités d'application des règles (p 115)
12. La création d'une règle relative aux prospects en cœurs d'îlots en zones 1UB, 2UB et 3UB

Information et concertation du public

L'affichage de l'arrêté municipal n°A-2018-095 du 14 mai 2018, prescrivant la modification n°3 du PLU, s'est déroulé en Mairie du 20 juin au 20 juillet 2018 et mention de cet affichage a été insérée en caractères apparents dans l'édition Hérault du Midi Libre le 10 juin 2018, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme. Il a été, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

L'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme prévoit que le dossier de modification doit être soumis à enquête publique. Celle-ci, organisée du 09 juillet au 10 août 2018, a été prescrite par le maire selon les conditions prévues par les articles L.123-3 et R.123-3 du Code de l'Environnement, soit par un arrêté du 08 juin 2018 (n°A-2018-117), ayant fait l'objet d'un affichage en mairie du 20 juin au 20 juillet 2018.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, soit le 15 juin 2018, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête soit le 13 juillet 2018, dans l'édition Hérault du Midi Libre et dans l'Hérault du Jour, conformément aux articles L.123-10 et R.123-14 du Code de l'Environnement. Cet avis a également été publié sur le site internet de la ville, affiché en mairie et dans 7 lieux publics situés en centre-ville et hors du centre.

L'ensemble de ces publicités a été certifié par le maire en date du 24 août 2018.

Notification au Préfet et aux Personnes Publiques Associées

Le projet de modification du PLU a été notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) pour avis au minimum 3 semaines avant le début de l'enquête publique, conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

16 Personnes Publiques Associées ont été notifiées. Parmi celles-ci, l'Unité Territoriale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP), le Conseil Général de l'Hérault (CG34) et le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), ont émis des avis, qui ont fait l'objet de réponses écrite par la commune :

- L'UDAP n'a pas d'objection à formuler sur l'ensemble des points abordés dans la présente modification à l'exception des trois observations suivantes :

- Sur la possibilité de construire un bâtiment de grande hauteur sur la ZAC entrée Est secteur Sud, l'UDAP préconise la présentation du projet en Commission Locale de l'AVAP
 - Sur la modification de la rédaction de l'article UE11, réglementant l'aspect extérieur des constructions en zone UE (sur l'entrée Est), l'UDAP préconise de « mieux cadrer une expression architecturale contemporaine ou de son époque, dont on aimerait que l'inspiration provienne du génie du lieu, Sète étant aussi marqué et reconnu par ces espaces et infrastructures portuaires, ces canaux et ces architectures industrielles »
 - Sur les espaces verts protégés, l'UDAP rappelle ses précédentes observations émises à l'occasion de la modification n°2, relative à l'opportunité de certains classements.
- Le CG 34 émet un avis favorable, assorti de remarques, au titre de conseil sur les politiques d'aménagement (et non dans le cadre des compétences obligatoires du Département) :
- Sur le pourcentage d'espaces de pleine terre résultant de la modification du règlement de la zone UD2 relative aux constructions à destination d'hébergement hôtelier
 - Sur l'importance de l'augmentation des plafonds de surfaces de planchers autorisées pour les commerces en secteur UV4
 - Sur la suppression de certains espaces verts protégés
- Le SMBT émet un avis favorable

Enquête publique

Le dossier de modification n°3, auquel ont été joints les avis de l'UDAP, du CG34 et du SMBT, a été soumis à une enquête publique prescrite par arrêté du 08 juin 2018, conformément aux dispositions des articles L.153-40 et L.153-41 du code de l'urbanisme.

Le Tribunal Administratif a désigné Monsieur André TRABAUD, ingénieur physicien retraité, en qualité de Commissaire enquêteur, par décision du 17 mai 2018.

L'enquête publique s'est déroulée du 09 juillet au 10 août 2018 inclus, en mairie de Sète.

Le Commissaire enquêteur a remis à la commune, en date du 18 août 2018, le procès verbal de synthèse des observations écrites et orales collectées pendant l'enquête publique, conformément au décret n°E14000128/34 du 9 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement. Ce procès verbal de synthèse comprend également des réflexions et des questions du Commissaire enquêteur à la collectivité. Une réponse explicite de la Commune sur toutes les questions posées a été faite au Commissaire enquêteur par voie dématérialisée en date du 23 août 2018.

Dans son Rapport d'enquête, monsieur le Commissaire enquêteur a pris en compte les réponses apportées par la collectivité. Il y présente ses conclusions et émet un **avis favorable** au projet de modification n°3 du PLU.

L'ensemble des recommandations et questions du Commissaire Enquêteur, des Personnes Publiques Associées et du public sous toutes leurs formes ont été entendues et leur opportunité étudiée. Ainsi, suite à cette analyse, les modifications suivantes ont été apportées au dossier de Modification n°3 du PLU après enquête :

- Point B8 : la surface de plancher maximale autorisée pour les constructions à usage de commerce en secteur UV4 sera finalement ramenée à 3000 m² (au lieu des 4000 initiaux) et la surface maximale de vente restera inchangée (1500 m²).

- Point B9 : la mention aux sous secteurs UD1v et UD2v sera faite au premier paragraphe de l'article UD3 « accès et voirie », afin d'en améliorer la clarté.
- Point B9 : il sera précisé que l'interdiction de remblais et d'affouillements en secteur UD1 ne concernera pas la bande du retrait de 6 m imposée en limite de voies et emprises publiques
- Point D13 : par souci de cohérence, la limite de l'espace vert sera rectifiée pour éviter la partie bâtie (piscine)
- Erreur matérielle : un oubli issu de la modification n°2 sera rectifié, dont l'un des points consistait en l'intégration des évolutions de la ZAC Entrée Est secteur sud, en actualisant le plan des pp 287 et 288 du Rapport de Présentation.

Les modifications apportées après enquête ne portent pas atteinte à l'économie générale du Projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Le dossier de modification n°3 du PLU ainsi modifié après enquête est soumis à l'approbation du Conseil municipal, conformément aux articles précités du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, et adopter le dossier du PLU modifié après enquête publique annexé à la présente délibération.

PRECISE que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

PRECISE que le dossier du Plan Local d'Urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en Mairie de Sète au Pôle Aménagement et Urbanisme, aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme.

PRECISE que M. le Directeur Général des Services est chargé de l'application de la présente délibération qui sera transmise à M. le Préfet de l'HERAULT, Préfet de la Région Languedoc-Roussillon.

PRECISE que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification n°3 du PLU seront exécutoires à compter de sa transmission au préfet et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS

POUR : 32 – ABSTENTION : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-132-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de  *sète*

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-132

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - ADMISSIONS EN NON VALEUR

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget principal de la commune de Sète et sollicite leur admission en « non-valeurs ».

Ces créances s'élèvent à un montant total de **71 459,60 € TTC** au lieu de 80 483,22 €, montant indiqué sur la liste n°2770180231.

Certaines créances qui composent la liste proposée par la trésorerie municipale sont détenues par des entreprises toujours en activité susceptibles d'honorer ces créances. De ce fait, il semble opportun de refuser ces admissions en non valeurs.

ANNEES	MONTANTS
1997	3,72
2013	0,00
2014	10 488,01
2015	11 982,00
2016	17 724,61
2017	31 261,26
TOTAL	71 459,60

le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.


En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,
IMPUTE cette somme au compte FINANCES – 020 - 6541 – FINA,
AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-133-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-133

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES - ADMISSIONS EN NON VALEUR

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget du PORT DES QUILLES et sollicite leur admission en « non-valeurs ».

Ces créances s'élèvent à un montant total de **1 284,33 € HT soit 1 526,50 € TTC.**

ANNEES	MONTANT HT	TVA	TTC
2015	562,50	112,50	675,00
2016	648,33	129,67	778,00
2017	73,50	0	73,50
TOTAL	1 284,33	242,17	1 526,50

le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 6541 FINAN,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-134-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-134

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES - ADMISSIONS EN NON VALEUR

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget des POMPES FUNEBRES et sollicite leur admission en « non-valeurs ».

Ces créances s'élèvent à un montant total de **4 130,99 € HT soit 4 957,18 € TTC** au lieu de 6 094,18 €, montant indiqué sur la liste 313049531. Cette différence provient de l'annulation partielle du titre n°93 de 2018 pour un montant de 1 137 €.

ANNEES	MONTANT HT	TVA	TTC
2015	4 125,61	825,12	4 950,73
2017	5,38	1,07	6,45
TOTAL	4 130,99	826,19	4 957,18

le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte POMPFUN 6541 POMP,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-135-AI
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-135

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM - ADMISSIONS EN NON VALEUR

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget du CREMATORIUM et sollicite leur admission en « non-valeurs ».

Ces créances s'élèvent à un montant total de **7 847,35 € HT soit 9 402,22 € TTC** réparties sur 2 listes.

ANNEES	NUMERO LISTE	MONTANT HT	TVA	TTC
2013	2321110531	2 449,83	480,17	2 930,00
2015	2321110531	1 479,84	291,16	1 771,00
2016	2982830231	2 698,31	539,66	3 237,97
2017	2982830231	1 219,38	243,88	1 463,25
TOTAL		7 847,35	1 554,87	9 402,22

Le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte CREMAT – 6541 - CREM,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-136-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-136

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

FINANCES

Objet : FIXATION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DEFINITIVE 2017 ET PROVISoire 2018 - APPROBATION

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRES - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le code général des Collectivités territoriales ;

VU le code général des Impôts et notamment le paragraphe V de l'article 1609 nonies C du CGI,

VU le rapport de la CLECT présenté le 8 décembre 2017 ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12/02/2018 approuvant le rapport de la Clect ;

VU la délibération de Sète Agglopôle méditerranée n° 2018-045 du 17 mai 2018 notifiant les attributions de compensations définitives pour l'année 2017 et les attributions de compensations provisoires 2018 aux communes membres ;

La compétence « gestion des eaux pluviales » a été transférée des communes vers l'EPCI.

Aussi, en application des dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI, ce nouveau transfert de charges a fait l'objet d'une évaluation en CLECT afin que la charge constatée, en vertu du principe de neutralité des charges transférées, fasse l'objet d'une diminution de l'attribution de compensation ;

Il convient de rappeler que la Commission Locale d'Evaluation des charges transférées (CLECT) est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation.

La CLECT établit et vote un rapport détaillé sur les transferts des compétences et de charges.

Faisant suite à ce rapport, le Conseil Communautaire de Sète Agglopôle méditerranée a fixé par délibération en date du 17 mai 2018 le montant définitif de l'attribution de compensation 2017 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2018 relative à la Ville de Sète, comme suit :

ATTRIBUTION PROVISOIRE VERSEE EN 2017	ATTRIBUTION DEFINITIVE 2017	ECART AC PROVISOIRE/PERCUE EN 2017	ATTRIBUTION PROVISOIRE 2018
6 650 024	6 503 741	-146 283	6 503 741

Aussi conformément au paragraphe V de l'article 1609 nonies C du CGI, la délibération du Conseil Communautaire fixant le montant de l'attribution de compensation définitive doit être suivie de l'accord des Conseils municipaux des Communes concernées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le montant définitif de l'attribution de compensation 2017 de la ville de Sète pour un montant de 6 503 741 € et le montant prévisionnel pour l'année 2018 pour un montant de 6 503 741 €,


AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-137-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-137

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES
COMPTES - EXERCICE 2010 A 2016 - RAPPORT ANNUEL DES ACTIONS
ENTREPRISES - PRESENTATION

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 24 juillet 2017, le Conseil municipal a pris acte de la présentation du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes, et de la tenue d'un débat à ce sujet.

Conformément aux dispositions de l'article L.243-9 du Code des juridictions financières, la collectivité est tenue, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, de présenter devant cette même assemblée un rapport précisant les actions entreprises à la suite des observations et des recommandations formulées par la Chambre régionale des comptes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de la présentation du rapport précisant les actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
la Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180920-D-2018-138-DE
Date de télétransmission : 20/09/2018
Date de réception préfecture : 20/09/2018

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-138

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

PERSONNEL

Objet : MODIFICATIONS TABLEAUX DES EMPLOIS

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ; il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant le tableau actuel des emplois de la Ville de Sète budget principal.

Dans le cadre de l'adaptation de l'organisation des services, il convient de mettre à jour et faire évoluer le tableau des emplois et effectifs de la collectivité, prenant en compte la diversité et la technicité croissante des missions de service public réalisées par la Mairie de Sète ainsi que les ajustements nécessaires à son bon fonctionnement.

Il est ainsi proposé les modifications suivantes au tableau des emplois (budget principal), qui entrera en vigueur avec effet immédiat :

BUDGET VILLE

CREATION DE POSTES

Filière Administrative

- * 1 poste d'Attaché principal (Catégorie A) à temps complet
- * 1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe (Catégorie B)
- * 1 poste d'Adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet

Filière Technique

- * 1 poste d'Ingénieur (Catégorie A) à temps complet
- * 1 poste de Technicien (Catégorie B) à temps complet
- * 2 postes d'Agent de maîtrise principal (Catégorie C) à temps complet
- * 7 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 2 postes d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 6 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps complet

Filière Sociale

- 1 poste d'Agent social (Catégorie C) à temps complet

Filière Animation

- * 11 postes d'Adjoint d'animation (Catégorie C) à temps complet
- * 7 postes d'Adjoint d'animation (Catégorie C) à temps non complet 28 heures

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

d'adopter le tableau des emplois présenté en annexe prenant en compte ces modifications à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur les comptes du budget de l'exercice en cours de la Ville,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20180917-D-2018-139-DE
Date de télétransmission : 19/09/2018
Date de réception préfecture : 19/09/2018

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2018-139

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

PERSONNEL

Objet : MISES A DISPOSITION DE PERSONNELS

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Elyane MICHEL - SARDA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant l'avis préalable de la CAP intervenue le 14 septembre 2018,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale modifiés prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux, peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissement publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

La ville de Sète souhaite poursuivre une mise à disposition de fonctionnaire territoriaux qui donnera lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférentes aux emplois concernés.

Il s'agit de :

- Madame Karine SABATIER, adjoint administratif de 2ème classe - Titulaire auprès de l'Association « Escale à Sète » à compter du 1er Juillet 2018 et ce pour 3 mois.

La ville souhaite également proposer une nouvelle mise à disposition :

- Monsieur Christophe ESPOSITO – agent de maîtrise principal à la Mairie de Sète, auprès du Comité des Œuvres Sociales à compter du 1er septembre 2018 et pour 3 ans.

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par conventions entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints. Ces projets ont été soumis à l'avis de la commission Administrative Paritaire compétente.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE


de ces projets de mise à dispositions et des conventions afférentes jointes en annexes

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ces dossiers.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.